

Unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 Plerin

Plerin, le 17/02/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/02/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**DEWEN**

Les Basses Landes  
22100 Taden

Références : 2025.058  
Code AIOT : 0005500440

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/02/2025 dans l'établissement DEWEN implanté 6 LES LANDES BASSES 22100 TADEN. L'inspection a été annoncée le 14/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été réalisée en période de travaux pour les aménagements prévus dans le cadre du projet de modernisation de l'usine dont la procédure d'autorisation est en cours d'instruction. Une demande d'anticipation des travaux a été instruite notamment pour le terrassement et le déboisement pour commencer le chantier avant la notification de l'arrêté d'autorisation. L'arrêté préfectoral en date du 26/12/2024 encadre cette période d'anticipation des travaux.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DEWEN
- 6 LES LANDES BASSES 22100 TADEN
- Code AIOT : 0005500440
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement procède à l'incinération d'ordures ménagères et de déchets non dangereux (encombrants, déchets d'origine industrielle et commerciale).

Le site relève de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 de la nomenclature. A ce titre, l'établissement entre dans le champ d'application de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles dites "IED".

Cette activité est principalement réglementée par:

- l'arrêté préfectoral du 29/11/2006,
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 07/08/2013,
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 9/06/2023,
  
- l'arrêté ministériel du 12/01/2021 relatif aux installations IED.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Balisage et mise en défens d'habitats protégés	Arrêté Préfectoral du 26/12/2024, article 2.2	Demande d'action corrective	7 jours
3	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 26/12/2024, article 2.3	Demande d'action corrective	15 jours
4	Mesure d'accompagnement par un écologue	Arrêté Préfectoral du 26/12/2024, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Déboisement	Arrêté Préfectoral du 26/12/2024, article 2.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas relevé de constat conduisant à la proposition de suite administrative.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Balisage et mise en défens d'habitats protégés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/12/2024, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, balisage et mise en défens d'habitats d'espèces
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un balisage au moyen d'une clôture temporaire ou permanente est mise en place durant toute la durée des travaux, susceptible d'engendrer un impact sur les zones précitées, ce afin de respecter la mesure d'évitement et les mesures de réduction des zones concernées par les habitats d'espèces protégée cartographiée en annexe 1 du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  Des barrières permettant de délimiter le chantier et les zones présentant un enjeu pour l'écotone recensé dans l'étude d'impact ont été mises en place au Nord du site, accompagnées d'une signalétique mentionnant la présence de faune sauvage. Sur la partie Sud, la zone de déboisement à respecter est signalisée par des piquets rouges selon les préconisations de l'écologue. Cette zone est inaccessible aux machines de chantier en raison de la topographie du site. Cependant, dans son compte rendu en date du 11 décembre 2024, l'écologue émet l'observation suivante: " La zone de stockage temporaire de la terre située près de la base vie n'était pas indiquée dans le plan d'ensemble de travaux initiaux. Cette zone se situe à proximité immédiate d'une haie possédant un enjeu écologique fort. Il est donc indispensable de respecter le périmètre du chantier." Lors de l'inspection aucune terre n'était présente sur cette zone.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il convient de respecter l'ensemble des préconisations de l'écologue et demande que les mesures prises pour lever son observation soient précisées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours

**N° 2 : Déboisement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/12/2024, article 2.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, déboisement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les travaux de déboisement doivent être effectués en dehors des périodes de nidification de l'avifaune présente dans l'aire d'étude, soit entre début septembre et la mi-mars.
<b>Constats :</b>  Selon les préconisations de la société DERVENN, pour éviter l'impact sur l'avifaune nicheuse, le défrichement devait être réalisé entre début octobre et fin février . Le compte rendu

d'intervention de l'écologue en date du 14 janvier dernier atteste que les travaux de déboisement ont été réalisés suivant ses préconisations.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Prévention des pollutions

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/12/2024, article 2.3

**Thème(s) :** Autre, prévention des pollutions

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit un Plan de Respect de l'Environnement précisant l'ensemble des risques de pollutions accidentelles pouvant survenir sur le chantier et détaillant les dispositifs mis en œuvre pour les éviter et les mesures d'urgences à mettre en œuvre en cas de problème.

Les eaux pluviales ruisselant sur la base de vie, sur les zones de stockages des matériaux et sur les voiries seront récupérées dans des bassins de décantation temporaires ou dans les bassins existants.

**Constats :**

Le plan de respect de l'environnement précisant l'ensemble des risques de pollutions accidentelles n'a pas été présenté le jour de l'inspection.

L'inspection a par ailleurs été alertée par courriel du 6 février d'une anomalie en entrée de lagune L1, en raison d'un stockage de terre non bâchée sur la plateforme mâchefer. En effet, les eaux de prélèvement du 8 janvier en entrée de lagune L1 ne respectent pas les valeurs limites d'émissions imposées de l'annexe 8 de l'arrêté ministériel du 12/01/2021 sur les paramètres MES, COT et plomb. Les eaux de la plateforme sont traitées par l'intermédiaire de 3 lagunes successives avant d'être acheminées vers la station d'épuration communale. Cette anomalie n'a pas d'impact sur le milieu naturel direct. Le prélèvement des eaux en sortie de lagune 3 respectait les valeurs limites précitées.

Le site est actuellement autorisé à rejeter les effluents pré-traités à la station d'épuration communale.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre à l'inspection les mesures correctives qu'il envisage de prendre pour s'assurer du respect de l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral d'anticipation de travaux.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours

### N° 4 : Mesure d'accompagnement par un écologue

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/12/2024, article 3

<b>Thème(s) :</b> Autre, mesure d'accompagnement par un écologue
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un naturaliste expert intervient avant le début de la réalisation des travaux et au cours de la réalisation des travaux afin de repérer la présence d'individus et d'organiser leur sauvetage vers des habitats équivalents à proximité et en dehors du périmètre du projet.</p> <p>Il assurera le suivi et l'accompagnement de l'exploitant pour garantir le respect des engagements de l'exploitant pour l'évitement des espèces protégées par toute proposition de mesure complémentaire pertinente.</p> <p>Dans cette optique, il est établi un programme d'intervention comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la définition des points d'audit et de contrôle,</li> <li>- la détermination des critères d'évaluation et de respect des mesures d'évitement et de réduction et de compensation prévues dans le dossier,</li> <li>- le planning d'intervention de l'écologue et les procédures d'audit et de contrôles,</li> <li>- la mise en place des outils et matériels de préservation des milieux sur site.</li> </ul> <p>Le programme précité co-signé par l'expert et le maître d'œuvre est transmis à l'inspection des installations classées avant le commencement des travaux.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a déclaré avoir établi un contrat avec la société DERVENN, spécialisée dans le domaine.</p> <p>Suite à la visite, par courriel du 8 février, l'exploitant a transmis à l'inspection deux documents de recommandations concernant les préconisations à suivre pour la réduction de l'impact sur la faune ainsi que les interventions pour l'accompagnement écologique. Ce dernier document correspondant à une demande du groupe SUEZ ne répond pas entièrement aux dispositions du présent article.</p> <p>Dans le cadre de l'accompagnement des travaux, une intervention de la société a eu lieu en décembre avant les travaux et le 6 janvier dernier. Les comptes rendus des 3 interventions ont été transmis à l'inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection rappelle que l'accompagnement prévu doit également être effectué pour le reboisement et le suivi de la biodiversité que l'exploitant s'est engagé à mettre en œuvre lors de la procédure de demande d'autorisation environnementale.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours